



Bruxelles, le 22.11.2017
COM(2017) 690 final

**COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU
CONSEIL, À LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE, AU COMITÉ
ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN, AU COMITÉ DES RÉGIONS ET À LA
BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT**

Examen annuel de la croissance 2018

1. INTRODUCTION

L'économie européenne se renforce dans un contexte en évolution. La croissance est à la hausse, au-delà des attentes, le chômage est en baisse, l'investissement reprend et les finances publiques se redressent. Tant l'économie de l'UE que celle de la zone euro ont connu une croissance constante au cours des 18 derniers trimestres, dans le contexte d'une reprise qui a maintenant atteint tous les États membres. L'emploi augmente, le nombre de personnes exerçant un emploi ayant atteint un record de 235,4 millions au deuxième trimestre de 2017. Huit millions d'emplois supplémentaires ont été créés dans l'UE - dont 5,5 millions dans la zone euro - depuis l'entrée en fonction de la Commission actuelle¹. Le chômage atteint 7,5 % dans l'UE et 8,9 % dans la zone euro, soit les niveaux les plus bas, respectivement depuis neuf et huit ans. Le chômage de longue durée et des jeunes baisse également. Les finances publiques se sont sensiblement redressées et l'investissement reprend lentement. Les politiques structurelles, de même que les politiques macroéconomiques favorables, ont contribué à ces tendances positives.

Cette dynamique offre une fenêtre d'opportunité à l'UE pour relancer une convergence socio-économique durable. Si tous les États membres affichent une croissance positive, ils se trouvent à différents stades de leur cycle, et à différents points par rapport à leurs niveaux de production et à leurs niveaux d'emploi d'avant la crise. 18,9 millions de personnes sont toujours sans emploi, l'investissement demeure trop faible, la hausse des salaires est modérée, la morosité sur le marché du travail persiste et l'inflation sous-jacente devrait rester faible. Dans certains États membres, les niveaux d'endettement élevés restent un frein à la croissance. Il existe une marge pour soutenir la poursuite de la reprise, notamment au moyen de réformes structurelles qui créent les conditions de la relance de l'investissement et d'une progression plus forte des salaires réels à l'appui de la demande intérieure, et pour soutenir le rééquilibrage interne et externe au sein de la zone euro.

Les efforts doivent se poursuivre en matière de mise en œuvre des réformes en cours. Par ailleurs, d'autres réformes structurelles sont nécessaires pour rendre l'économie européenne plus stable, plus inclusive, plus productive et plus résiliente. Les économies et les sociétés européennes doivent devenir moins vulnérables aux chocs et capables de mieux y réagir, ainsi qu'être mieux préparées à s'adapter aux changements structurels à long terme et à en tirer profit. Pour y parvenir, les politiques économiques, financières et budgétaires doivent garantir la stabilité macroéconomique et réduire autant que possible l'exposition aux chocs extérieurs ou intérieurs. Des marchés de produits, du travail et des capitaux efficaces et flexibles contribuent à faire en sorte que les ressources soient affectées à leur utilisation la plus productive. L'augmentation de la productivité dépend de l'investissement, de l'innovation, de l'éducation et d'une main-d'œuvre qualifiée. Il faut donner aux citoyens les moyens d'exploiter les possibilités qui se présentent tout au long de leur vie professionnelle et de pouvoir se reposer sur des filets de sécurité sociale adéquats si nécessaire. Pour la mi-2018, les États membres devraient avoir pris les mesures appropriées pour mettre en œuvre la recommandation du Conseil relative à des parcours de renforcement des compétences: de nouvelles perspectives pour les adultes², conformément aux engagements pris lors de son adoption en décembre 2016.

¹ Variation de l'emploi net entre le T3 2014 et le T2 2017.

² JO C 484 du 24.12.2016.

Les politiques budgétaires devraient trouver le bon équilibre entre la nécessité d'assurer la viabilité des finances publiques, notamment en réduisant les taux d'endettement lorsqu'ils sont élevés, et le soutien à la reprise économique. Les faibles coûts de financement peuvent encourager les gouvernements à avancer des programmes d'investissement de haute qualité. La réduction des niveaux élevés d'endettement et la reconstitution des réserves budgétaires doivent rester une priorité. Les gouvernements devraient améliorer la viabilité de leurs finances publiques, en particulier lorsque les taux d'endettement sont élevés. La suppression des niches fiscales ou un meilleur ciblage des dépenses pourraient y contribuer. Il reste primordial d'améliorer la qualité de la composition des finances publiques.

La crise économique a mis en évidence l'importance d'améliorer et d'achever l'architecture de l'Union économique et monétaire (UEM) dans l'intérêt de l'UE dans son ensemble. De nombreuses mesures ont été prises pendant la crise, notamment la création du comité budgétaire européen et l'établissement de conseils nationaux de la productivité. Toutefois, des lacunes persistent, comme l'indique le document de réflexion de la Commission sur l'approfondissement de l'Union économique et monétaire³. La Commission proposera un paquet global de mesures en décembre 2017, destiné à rendre l'UEM plus résiliente, plus démocratique et plus efficace.

Le présent examen annuel de la croissance recense les priorités socio-économiques de l'Union européenne et de ses États membres pour l'année à venir. Le «triangle vertueux» de la relance de l'investissement, de la poursuite des réformes structurelles et de l'application de politiques budgétaires responsables porte ses fruits. Cette approche devrait se poursuivre, compte tenu des différents stades du cycle économique auxquels se trouvent les États membres. Les réformes structurelles visant à améliorer les marchés du travail et les politiques sociales devraient aider les travailleurs à acquérir les qualifications nécessaires et promouvoir l'égalité des chances sur le marché du travail, des conditions de travail équitables, l'augmentation de la productivité du travail à l'appui de la hausse des salaires et des systèmes de protection sociale viables et adéquats. Le socle européen des droits sociaux récemment approuvé lors du sommet social de Göteborg par une proclamation conjointe⁴ des institutions de l'UE devrait être le cap à suivre. Des systèmes fiscaux et de protection sociale efficaces et équitables, ainsi que des institutions publiques efficaces et modernes, appuyées si possible par des structures d'administration en ligne, jouent un rôle essentiel dans un dosage de mesures équilibré et global, et devraient être considérés comme une priorité.

Les orientations sur les politiques à mener qui sont formulées dans le présent examen annuel de la croissance s'appuient sur un vaste éventail de contributions. Elles ont été établies avec la participation étroite des pouvoirs publics et des partenaires sociaux. Elles se fondent sur le discours sur l'état de l'Union 2017 du président Juncker, le socle européen des droits sociaux, le livre blanc sur l'avenir de l'Europe⁵ et les cinq documents de réflexion qui ont suivi⁶. Elles prennent en compte les discussions avec le Parlement européen, le Conseil, les autres institutions de l'UE, les parlements nationaux et les partenaires sociaux. L'examen annuel de la croissance est accompagné d'une recommandation de recommandation du Conseil relative à la politique économique de la zone euro⁷, du rapport sur le mécanisme

³ COM(2017) 291.

⁴ Document 13129/17 du Conseil.

⁵ COM(2017) 2025.

⁶ COM(2017) 206, COM(2017) 240, COM(2017) 291, COM(2017) 315, COM(2017) 358.

⁷ COM(2017) 770.

d'alerte⁸, d'une communication sur les projets de plans budgétaires soumis par les États membres de la zone euro⁹, d'une proposition de modification des lignes directrices sur l'emploi¹⁰ pour assurer la cohérence avec le socle européen des droits sociaux et du projet de rapport conjoint sur l'emploi¹¹.

Le socle européen des droits sociaux

Le 17 novembre 2017, le Parlement européen, le Conseil et la Commission ont approuvé le socle européen des droits sociaux dans une proclamation signée lors du sommet social pour des emplois et une croissance équitables. Le socle établit 20 principes et droits essentiels concernant l'égalité des chances et l'accès au marché du travail, des conditions de travail équitables et la protection et l'inclusion sociales.

Le socle européen des droits sociaux est un ensemble de principes et de droits essentiels pour doter l'Europe du XXI^e siècle de marchés du travail et de systèmes de protection sociale qui soient équitables et qui fonctionnent bien. Il constitue un cap à suivre pour rétablir une convergence vers de meilleures conditions de vie et de travail, en s'inspirant directement de la profusion existante de bonnes pratiques en Europe, et en s'appuyant sur le solide corpus législatif existant au niveau de l'UE et au niveau international.

Les principes et les objectifs du socle européen des droits sociaux constitueront un point de référence pour la mise en œuvre future du Semestre européen de coordination des politiques. Ils sont déjà pris en compte dans le projet de rapport conjoint sur l'emploi et la proposition de nouvelles lignes directrices sur l'emploi qui accompagnent le présent examen annuel de la croissance. La Commission poursuivra ce travail dans l'analyse qui sera incluse dans les rapports par pays à venir et l'élaboration des recommandations par pays dans le cycle du Semestre européen 2018.

2. ENCOURAGER L' INVESTISSEMENT POUR SOUTENIR LA REPRISE ET RENFORCER LA CROISSANCE A LONG TERME

La demande intérieure profite du redressement de l'investissement et des meilleures conditions de consommation. L'optimisme économique accru des citoyens et des entreprises semble indiquer que la reprise s'enracine. Associée à la baisse du chômage, l'amélioration de la situation financière des ménages soutient la croissance de la consommation. Toutefois, des mesures supplémentaires sont nécessaires pour favoriser l'investissement et accroître la production économique à l'avenir, notamment en se concentrant sur les projets durables ayant des avantages économiques à plus long terme.

Des investissements renforçant la productivité sont essentiels pour garantir les perspectives de croissance future. Des investissements ciblés dans des domaines comme les infrastructures, l'éducation, la formation, la santé, la recherche, l'innovation numérique et

⁸ COM(2017) 771.

⁹ COM(2017) 800.

¹⁰ COM(2017) 677.

¹¹ COM(2017) 674.

l'économie circulaire peuvent augmenter à la fois la productivité et l'emploi. Toutefois, il est nécessaire d'empêcher la constitution de bulles liées à une allocation inefficace des ressources. Comme la crise économique l'a clairement démontré, cela s'avère particulièrement important dans la zone euro, où les économies sont financièrement plus intégrées et soumises à des effets de contagion plus importants. Une surveillance micro- et macroprudentielle renforcée pourrait y contribuer.

Un rééquilibrage plus symétrique au sein de la zone euro contribuerait à améliorer le climat d'investissement. Tandis que tous les pays devraient lever les entraves à l'investissement, le fait d'encourager les pays de la zone euro affichant un excédent important de leur balance courante à investir davantage contribuera à un rééquilibrage. Les investisseurs privés ont besoin d'un climat de confiance et de certitude pour investir. La stratégie revisitée pour la politique industrielle de l'UE¹² favorisera davantage l'investissement privé en encourageant l'adoption de nouvelles technologies numériques et technologies clés génériques et en réduisant le déséquilibre actuel entre risque et rendement.

Se servir des réformes pour soutenir l'investissement

Les États membres devraient poursuivre les réformes pour encourager l'investissement, mettre en œuvre des financements publics pour mobiliser l'investissement privé et améliorer l'environnement des entreprises. Cela contribuerait à renforcer la résilience économique et aurait une incidence positive sur la convergence économique à long terme et la réduction des disparités sociales. Les réformes devraient viser à améliorer l'environnement des entreprises, à simplifier la fiscalité et à la rendre plus favorable à l'investissement, à renforcer l'efficacité de l'administration publique et à s'attaquer au manque de souplesse des marchés de produits et du travail.

Des institutions publiques plus fortes et plus efficaces sont essentielles pour développer des structures économiques résilientes qui stimulent l'investissement et la croissance, dans le plein respect de l'état de droit. Le plan d'investissement pour l'Europe a montré que l'utilisation des fonds de l'UE était plus efficace dans les États membres disposant de structures fortes de coordination et de planification. Ces pays semblent rencontrer plus de succès dans la constitution de réserves de projets stables. Il conviendrait de renforcer les structures de planification et de coordination, tout en réduisant la charge administrative qui pèse sur les investisseurs. Les pays dotés d'institutions plus efficaces sont également susceptibles de connaître une croissance moins instable et un effondrement moins grave de la production. Un système judiciaire efficace, par exemple, soutient l'activité en facilitant l'exécution des contrats et en contribuant à la lutte contre la corruption. La corruption est un obstacle à l'investissement dans certains États membres; elle crée de l'incertitude au sein des entreprises, ralentit les processus et peut engendrer des coûts supplémentaires. L'état de droit et l'amélioration de l'indépendance, de la qualité et de l'efficacité des systèmes judiciaires sont essentiels pour un climat favorable aux affaires¹³. Des cadres d'insolvabilité efficaces facilitent la restructuration et la liquidation d'entreprises non viables. Les États membres confrontés à cette nécessité devraient œuvrer à améliorer à terme leurs institutions.

L'intégration des marchés financiers accuse toujours un retard important par rapport à d'autres économies comparables. Cet élément est particulièrement déterminant pour la zone euro, où le partage des risques avec le secteur privé est essentiel en l'absence de taux de

¹² COM(2017) 479.

¹³ Le tableau de bord annuel de la justice dans l'UE fournit des données sur ces éléments en vue d'améliorer l'efficacité des systèmes judiciaires nationaux.

change et d'un partage des risques important par le secteur public à l'intérieur de la zone. Des progrès plus rapides sont nécessaires en vue de l'achèvement de l'union bancaire, dans le cadre desquels réduction des risques et partage des risques vont de pair. La stabilité macrofinancière serait sensiblement renforcée par l'adoption d'un dispositif de soutien commun pour le fonds de résolution unique, d'un régime commun d'assurance des dépôts et des mesures réglementaires proposées par la Commission en novembre 2016, ainsi que par une réduction du stock d'actifs non performants hérités de la crise. Une fois achevées, l'union bancaire et l'union des marchés des capitaux créeront les conditions nécessaires pour renforcer la fourniture transfrontière de services financiers et atteindre un niveau plus élevé d'absorption des chocs dans la zone euro.

Une croissance économique plus forte et diverses mesures nationales ont conduit à une amélioration sensible de la qualité des actifs des banques dans plusieurs États membres.

Le niveau des prêts non performants est globalement en recul, même s'il reste élevé dans plusieurs États membres et continue d'être un obstacle à la rentabilité des banques, en particulier celles de petite et moyenne taille, ce qui entrave à son tour le financement de l'économie réelle. Le plan d'action sur les prêts non performants convenu en juillet 2017 devrait être mis en œuvre d'urgence.

L'union des marchés des capitaux recèle un potentiel important pour améliorer l'accès à des sources de financement alternatives et potentiellement moins coûteuses. Elle renforcerait la capacité d'absorption des chocs dans la zone euro grâce à une propriété transnationale des actifs financiers. Son succès dépendra du niveau de volonté politique affiché par le Parlement européen et les États membres et de la manière dont les acteurs du marché utilisent les possibilités de financement et d'investissement disponibles.

Il est nécessaire d'accroître la transparence des flux de capitaux. La Commission a proposé récemment de nouvelles règles de transparence pour les intermédiaires qui conçoivent et promeuvent des dispositifs de planification fiscale pour leurs clients¹⁴, contribuant ainsi à la lutte contre l'évasion fiscale. D'ici à la fin de 2017, l'UE devrait disposer d'une liste commune des territoires non coopératifs, qui fournira un instrument plus fort pour traiter avec les pays tiers qui refusent de respecter les règles du jeu. La Commission continuera également à plaider pour des améliorations du cadre fiscal international, afin de garantir une imposition équitable et effective des entreprises au niveau mondial et de préserver les bases d'imposition des États membres.

Pour bénéficier à tous, les échanges commerciaux et les investissements doivent être ouverts, équitables, mutuellement bénéfiques et fondés sur des règles uniformes. La Commission mène un ensemble ambitieux de négociations commerciales en vue d'ouvrir de nouveaux marchés, qui seront des moteurs essentiels de l'emploi et de la croissance à l'intérieur de l'UE, et de garantir que le commerce mondial s'appuiera sur des règles. Des efforts sont en cours pour réformer les instruments de défense commerciale afin de permettre à l'UE de combattre efficacement et rapidement les pratiques commerciales déloyales et les distorsions du marché. Elle a également proposé un cadre européen pour le filtrage des investissements directs étrangers¹⁵ pour des motifs de sécurité ou d'ordre public.

Les investissements favorables à la durabilité environnementale ont le potentiel de stimuler la productivité dans toute l'économie en accroissant l'utilisation efficiente des

¹⁴ COM(2017) 335.

¹⁵ COM(2017) 487.

ressources et en abaissant les coûts des intrants, tout en réduisant les coûts et les effets externes. Le soutien à la transition vers une économie circulaire créera de nouveaux emplois dans les services innovants et les services d'entretien et de réparation, ainsi que dans la conception et la fabrication de nouveaux produits plus durables. Les marchés publics, les investissements dans les infrastructures de déchets et d'eau, la construction, les matières premières critiques, les biocarburants et les produits biochimiques figurent parmi les domaines qui pourraient en bénéficier.

Tirer le meilleur parti des possibilités budgétaires nationales et de l'UE

Au cours de la crise économique et financière, les budgets nationaux étant soumis à de fortes tensions, le budget de l'UE s'est avéré un instrument puissant de soutien à l'investissement dans la cohésion, la connectivité de l'UE (transports, énergie, numérique), l'innovation, l'environnement et le soutien aux PME. Dans certains États membres, il était, ou est toujours, la principale source d'investissement. Le Fonds européen pour les investissements stratégiques (EFSI) a joué un rôle essentiel pour catalyser l'investissement privé. Ainsi, il a été montré que le budget de l'UE pouvait réagir rapidement aux nouveaux défis et créer un effet de levier significatif¹⁶. Par ailleurs, le déploiement de ces fonds a démontré qu'ils n'auraient pas d'incidence réelle si d'autres obstacles ne sont pas levés.

En novembre 2017, le plan d'investissement pour l'Europe avait déjà généré 251,6 milliards d'EUR d'investissements supplémentaires dans les 28 États membres. Cela représente 79,8 % de l'objectif initial de 315 milliards d'EUR. Le règlement EFSI 2.0 prolongera la durée de vie du Fonds jusqu'à la fin du cadre financier pluriannuel actuel, soit en 2020. Il portera la garantie de l'UE de 16 à 26 milliards d'EUR et le capital de la Banque européenne d'investissement de 5 à 7,5 milliards d'EUR. 500 milliards d'EUR d'investissements privés et publics devraient ainsi être mobilisés d'ici 2020.

L'investissement public et privé est essentiel pour accroître la croissance potentielle à moyen et long termes. Les infrastructures physiques et autres sont nécessaires pour améliorer les activités des entreprises et leur productivité. Une contribution accrue du secteur privé au développement du capital humain et aux projets d'infrastructure compléterait et exploiterait le soutien du secteur public. À l'avenir, il serait opportun d'établir un cadre financier propice à l'investissement et à la mobilisation de capitaux privés qui permette également de combiner des instruments financiers et des subventions pour soutenir le démarrage de projets.

Des investissements dans une éducation et une formation de haute qualité, la croissance de la productivité du travail et les politiques actives du marché du travail sont essentiels pour donner des moyens d'agir aux personnes et les intégrer sur le marché du travail, qui reste le meilleur moyen de sortir de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Il est essentiel de fournir aux personnes les qualifications appropriées et de les soutenir dans un marché du travail en mutation. Le développement des compétences numériques est tout particulièrement nécessaire.

Les Européens ont besoin de services abordables, accessibles et de qualité. Les services comme la garde d'enfants, l'accueil extra-scolaire, l'éducation, la formation, le logement, la santé et les soins de longue durée sont essentiels pour garantir l'égalité des chances pour tous. Des logements sociaux adéquats et d'autres aides au logement sont également essentiels. Il

¹⁶ En septembre 2016, la Commission a proposé un renforcement de l'EFSI et sa prolongation jusqu'en 2020 [COM(2016) 597].

s'agit également de protéger les personnes vulnérables contre les expulsions et les saisies forcées injustifiées, ainsi que de lutter contre le sans-abrisme.

3. DES REFORMES STRUCTURELLES POUR UNE CROISSANCE INCLUSIVE, LA CONVERGENCE VERS LE HAUT ET LA COMPETITIVITE

Les réformes structurelles sont essentielles pour permettre à l'économie de supporter les chocs, de s'adapter aux changements structurels à plus long terme et d'améliorer les résultats sur le plan social. Dans de nombreux pays, la crise économique a mis au jour l'absence de structures appropriées et d'adaptabilité pour permettre une absorption sans heurts des chocs et ouvrir la voie à une reprise économique rapide. Les réformes structurelles doivent tenir compte des effets distributifs sur différents groupes sociétaux et différentes régions. Elles contribueront ainsi à rendre les économies plus résilientes et compétitives et leur permettront de retrouver une croissance à long terme engendrant des résultats positifs sur le plan social et économique et une convergence.

Une planification et une mise en forme appropriées des réformes structurelles sont fondamentales pour réduire leurs coûts à court terme et maximiser leurs bénéfices à long terme, en termes de hausse de la productivité et de potentiel de croissance. Certaines réformes structurelles pourraient avoir des coûts liés à la demande à court terme et des effets distributifs qu'il conviendrait de prendre en compte dans leur conception et leur mise en œuvre. L'efficacité globale des réformes du marché du travail et des réformes des marchés de produits tend à être meilleure si elles font partie d'un ensemble bien conçu. En outre, les réformes de l'administration publique et de l'environnement des entreprises ont des coûts minimaux à court terme et peuvent être efficaces à tout stade du cycle économique, ce qui plaide pour leur mise en œuvre. Le renforcement de l'intégrité et de la transparence dans les administrations publiques, y compris la mise en œuvre d'une prévention efficace de la corruption, est essentiel pour fournir des services de haute qualité aux entreprises et aux citoyens.

Un nouvel outil pour soutenir les efforts de réforme structurelle

Le programme d'appui à la réforme structurelle (PARS) finance un soutien technique sur mesure et sur demande aux États membres pour les aider dans leurs efforts de réforme. Il est doté d'un budget de 142 800 000 EUR pour la période 2017-2020 et aide les États membres à effectuer les réformes qu'ils considèrent nécessaires pour rendre leurs économies plus compétitives et plus favorables à l'investissement. Le soutien est accessible à tous les États membres de l'UE, est axé sur la demande et ne requiert aucun cofinancement. Le programme est mis en œuvre par le service d'appui à la réforme structurelle de la Commission (SARS), en coopération avec d'autres services de la Commission. Jusqu'ici, le SARS a aidé 15 États membres à réaliser plus de 150 projets d'appui. Dans le cadre du cycle 2018 du PARS, le SARS a reçu 444 demandes de soutien émanant de plus de 20 États membres, soit une demande excédentaire importante de 30 500 000 EUR par rapport au budget du SARS pour 2018.

Le soutien technique offert porte sur des réformes dans les domaines de la gouvernance et de l'administration publique, de la gestion des finances publiques, de l'environnement des entreprises, des marchés du travail, des services sanitaires et sociaux, du secteur financier et de l'accès aux financements. Il repose sur les bonnes pratiques dans l'Union européenne, ainsi

que sur l'expertise d'organisations internationales, du secteur privé et de la Commission. Le soutien pratique et les orientations sont fournis tout au long du processus de réforme, de la préparation à la conception, jusqu'à leur mise en œuvre et leur évaluation. Il aide à mettre en œuvre les réformes énumérées dans les programmes d'ajustement économique et les priorités recensées dans le processus de gouvernance économique, notamment dans les recommandations par pays dans le cadre du Semestre européen, ainsi que les actions liées à la mise en œuvre du droit de l'Union.

Il est particulièrement important d'accroître la convergence et l'inclusion pour les États membres de la zone euro. Les réformes qui renforcent la concurrence sur les marchés de produits améliorent l'environnement des entreprises et augmentent la qualité des institutions favorisent la résilience économique dans les États membres de la zone euro. L'intégration plus poussée au sein du marché unique s'est révélée un moteur de croissance important. La réduction des écarts de compétitivité requiert également que la croissance repose sur des fondements plus solides et que la croissance de la productivité soit plus rapide dans les pays qui accusent un retard. Une hausse plus rapide des salaires réels dans la zone euro dans son ensemble contribuerait à soutenir la demande intérieure.

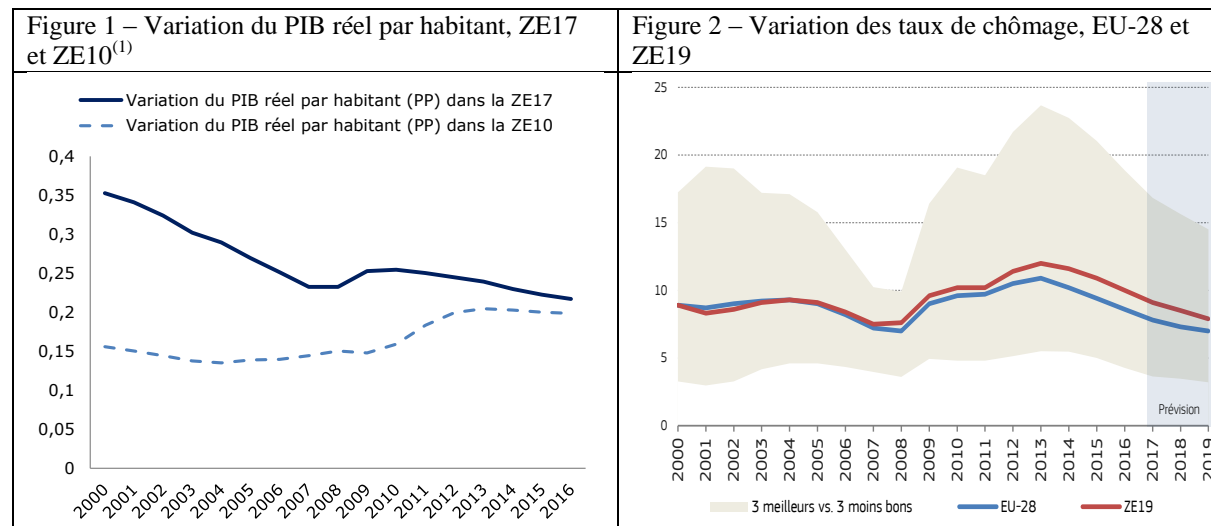
Résilience et convergence

Comme cela a été souligné dans le rapport des cinq présidents et repris dans le document de réflexion sur l'approfondissement de l'UEM, la convergence vers des structures économiques plus résilientes dans les États membres est un élément essentiel au succès à long terme de l'UEM. Les dernières années ont montré combien le manque de résilience dans une ou plusieurs économies de la zone euro pouvait avoir des effets sensibles et persistants sur le revenu et l'emploi dans les pays concernés, dans les autres pays et dans l'ensemble de la zone euro. C'est particulièrement le cas pour les pays qui ont accumulé les faiblesses par le passé.

La capacité de l'économie à amortir les effets d'un choc est influencée par le degré de partage des risques par l'intermédiaire des marchés financiers. À cet égard, le marché unique s'est révélé être un important moteur de convergence et peut contribuer à accroître la résilience en agissant comme tampon contre des chocs imprévisibles. Un secteur bancaire doté de fonds propres suffisants et une véritable union des marchés des capitaux sont essentiels pour renforcer la capacité d'absorption des chocs. Des institutions du marché du travail qui fonctionnent bien et des marchés des produits et des services compétitifs peuvent également aider à répondre aux chocs et aux changements structurels à long terme qui touchent nos sociétés. Les pouvoirs publics peuvent également soutenir l'ajustement par des dépenses et des recettes efficaces et efficaces, créant une marge budgétaire en période de conjoncture favorable.

Une convergence réelle des conditions de vie et des niveaux de revenu est essentielle pour atteindre les objectifs de cohésion économique et sociale et de plein emploi de l'Union. Au cours des dix premières années de l'UEM, les revenus réels ont sensiblement augmenté et les membres de la zone euro où les conditions de vie étaient initialement plus basses ont rattrapé leur retard en termes de PIB par habitant. La crise qui a débuté en 2008 a eu un effet négatif à cet égard (figure 1). La situation s'est améliorée ces dernières années, quoique de manière très modérée si on considère uniquement les membres originels de la zone euro. Les taux de chômage se sont également nivelés dans les pays de la zone euro avant la crise, mais se sont dispersés après la crise (figure 2). Depuis 2013, les taux de chômage ont recommencé à varier moins entre les pays, mais les différences restent supérieures aux niveaux d'avant la crise.

Les différences de structures économiques contribuent à expliquer cette évolution en termes de convergence réelle. Les régions de la zone euro ayant des marchés de produits et du travail et des administrations publiques plus efficaces ont mieux résisté tout au long de la crise. Un processus plus vigoureux et plus soutenu de réformes structurelles correctement planifiées pour réagir aux changements structurels à long terme renforcerait la résilience des économies. Des structures économiques résilientes sont nécessaires pour soutenir une convergence réelle et la rendre durable à long terme. Elles devraient être accompagnées par des politiques qui soutiennent la productivité et la croissance potentielle à moyen et long termes, de même que par des politiques macroéconomiques appropriées.



Remarques: (1) À l'exclusion des données de l'Irlande et du Luxembourg.

Promouvoir des marchés du travail qui fonctionnent bien et des systèmes de protection sociale modernes

La mondialisation et les progrès technologiques changent la manière dont nous vivons et travaillons. Ils créent de nouvelles possibilités d'accroître la productivité, de stimuler l'esprit d'entreprise, de créer des emplois et d'améliorer les conditions de vie. Parallèlement, ils transforment un nombre croissant de secteurs économiques, de modèles d'activité et le marché du travail lui-même, les transitions entre formes d'emploi et statuts professionnels se multipliant. Les marchés du travail montrent des signes d'une polarisation des compétences, qui pourrait entraîner une polarisation des revenus et un affaiblissement de la cohésion sociale. L'incidence des changements se fait souvent sentir le plus fort au niveau local, d'où la nécessité de cibler les interventions publiques. Le recours à des formes d'emplois plus flexibles et atypiques a augmenté. Cette évolution peut représenter une chance pour les entreprises d'ajuster leur cycle économique et pour les individus d'adapter leurs plans de carrière pour atteindre l'équilibre vie professionnelle-vie privée qu'ils souhaitent. Toutefois, elle pose également la question de la sécurité de l'emploi, de la rémunération et des conditions de travail et pourrait conduire à l'exclusion de la protection sociale. Il est donc de la plus haute importance de disposer d'une législation en matière d'emploi et de protection sociale qui réponde à ces nouvelles réalités sur le marché du travail.

L'impact de la crise a coïncidé avec des facteurs structurels de changement à plus long terme. Si les carrières s'allongent et sont moins linéaires, les difficultés rencontrées par les jeunes générations pour accéder au marché du travail constituent un nouveau problème. L'emploi des jeunes travailleurs stagne depuis dix ans. En 2016, 6,3 millions de jeunes de 15 à 24 ans étaient sans emploi et ne suivaient pas d'études ni de formation. L'équité entre les

génération devient un véritable sujet de préoccupation. Si rien n'est fait, cela pourrait avoir une incidence négative sur la croissance de la production, la compétitivité, la viabilité des systèmes de sécurité sociale, les droits à pension des futures générations, leur accès aux soins de santé et leur bien-être futur.

Les partenaires sociaux sont des acteurs essentiels du processus de réforme. Une participation significative et en temps utile des partenaires sociaux à la conception, à la planification et à la mise en œuvre des réformes peut améliorer l'appropriation, l'incidence et la réalisation des objectifs. Des nouvelles formes de dialogue social, d'organisation collective et de négociation collective doivent être élaborées pour remédier aux difficultés posées par les nouvelles formes de travail.

Égalité des chances et accès au marché du travail

Le taux de chômage en Europe est à présent proche de son niveau d'avant la crise. La pauvreté et l'exclusion sociale ont commencé à diminuer. Toutefois, la reprise n'atteint pas encore toutes les composantes de la société et de l'économie. La plupart des États membres prennent des mesures pour réduire l'écart de revenus du travail entre les hommes et les femmes, mieux intégrer les groupes défavorisés sur le marché du travail et accroître la qualité des emplois et de l'environnement de travail.

Des politiques actives du marché du travail efficaces sont importantes pour réduire le chômage des jeunes et le chômage de longue durée. Les États membres devraient aider les sans-emploi en leur fournissant un soutien à la recherche d'emploi, à la formation et à la reconversion, tout en protégeant ceux qui sont incapables d'y participer. Il conviendrait d'encourager la mobilité des travailleurs entre les emplois, les secteurs et les territoires, tout en veillant au plein respect des droits existants. Les États membres devraient également œuvrer à des services publics de l'emploi plus efficaces et sur mesure. La Commission proposera plusieurs nouvelles initiatives, y compris la création d'une nouvelle autorité européenne du travail.

Les États membres doivent aider les personnes à développer les compétences nécessaires sur le marché du travail. La maîtrise des compétences de base a stagné ou reculé dans la plupart des États membres. Parmi les adultes, les faibles compétences de base restent préoccupantes et constituent un frein à l'économie. À titre d'exemple, 90 % de l'ensemble des emplois requièrent des compétences numériques, alors qu'on estime que 44 % des Européens n'en disposent pas. De trop nombreuses personnes, en particulier parmi les moins qualifiées, sont sans emploi ou exercent un emploi précaire. La participation aux programmes d'apprentissage pour adultes a stagné. La compétitivité et la stature économique mondiale de l'Europe dépendent d'une main-d'œuvre qualifiée et compétente. Il convient d'améliorer la qualité et la pertinence des formations et des qualifications.

Chacun doit avoir accès à une éducation et à une formation de qualité. Les performances scolaires restent étroitement liées au milieu socio-économique. Il convient d'accomplir des efforts en vue de garantir l'égalité des chances et l'égalité de l'accès à l'éducation et à la formation pour permettre l'inclusion sociale et de meilleurs résultats économiques. Cela requiert d'investir dans l'éducation et la formation initiales et continues, en particulier dans les États membres où on constate des écarts en matière de résultats en matière d'éducation et d'accès à l'éducation, notamment en ce qui concerne les groupes défavorisés. Cela requiert également une approche plus ambitieuse de la coopération avec les États membres, comme souligné dans la communication intitulée «Renforcer l'identité européenne par l'éducation et

la culture»¹⁷. En outre, dans le cadre de la nouvelle stratégie en matière de compétences pour l'Europe¹⁸, il est nécessaire de moderniser la formation professionnelle et de renforcer la formation sur le lieu de travail, notamment au moyen de contrats d'apprentissage de qualité. Il convient également de faciliter la reconnaissance des qualifications acquises en dehors de l'éducation et de la formation formelles, ainsi que le soutien aux adultes.

Création d'emplois et conditions de travail équitables

Des marchés du travail dynamiques et inclusifs sont essentiels pour créer des emplois de qualité, assurer l'inclusion sociale, encourager l'esprit d'entreprise et soutenir les transitions sur le marché du travail. Des formes de travail innovantes doivent aller de pair avec une sécurité de l'emploi suffisante et une protection sociale accessible. Les États membres devraient garantir un traitement juste et équitable en matière de conditions de travail. Pour trouver un bon équilibre entre la flexibilité et la sécurité sur le marché du travail, il convient de s'attaquer à la segmentation du marché du travail, en encourageant notamment la transition vers des formes d'emploi à durée indéterminée.

Il conviendrait également de soutenir la demande de main-d'œuvre en déplaçant la charge fiscale pesant sur le travail vers d'autres sources. Des réductions ciblées de la charge fiscale pesant sur le travail peuvent notamment contribuer à l'insertion des groupes en marge du marché du travail, comme les personnes à faibles revenus et les chômeurs de longue durée, tout en limitant les pertes de recettes.

Il est essentiel de promouvoir un équilibre entre vie professionnelle et vie privée pour assurer l'égalité hommes-femmes et augmenter la participation des femmes au marché du travail. Il est important de garantir l'accès à des services de qualité pour tous, comme les services d'accueil des enfants et d'éducation préscolaire. Les systèmes fiscaux qui ne pénalisent pas la seconde source de revenus et la possibilité pour les parents et les aidants d'opter pour des congés familiaux appropriés et des modalités de travail flexibles améliorent aussi l'équilibre entre vie familiale et vie professionnelle.

Il y a lieu de supprimer les obstacles à l'emploi, en particulier pour les groupes défavorisés, dont les familles monoparentales, les personnes handicapées, les minorités ethniques, les réfugiés et les migrants. Les efforts soutenant l'intégration sur le marché du travail doivent être conjugués à l'aide apportée à l'intégration sociale, comme les services d'accueil des enfants, l'accès aux soins de santé et au logement, ainsi qu'à la suppression d'obstacles tels que la discrimination sur le marché du travail. Améliorer la complémentarité entre le marché du travail et les systèmes d'intégration sociale aidera tous les groupes vulnérables, générera une prospérité accrue pour tous et renforcera la cohésion sociale. Il convient également de prévoir un environnement de travail adapté pour les personnes handicapées ainsi qu'un soutien financier ciblé pour les aider à participer pleinement au marché du travail et à la société dans son ensemble.

Les efforts à court terme destinés à intégrer les réfugiés et les migrants sur le marché du travail devraient être remplacés par des stratégies globales à plus long terme visant à renforcer leurs compétences et à les intégrer sur le marché du travail. L'accès à l'éducation et à la formation améliore leurs chances de trouver un emploi, d'obtenir un salaire décent et de s'insérer dans la société. Les perspectives de croissance du pays d'accueil s'en

¹⁷ COM(2017) 673.

¹⁸ COM(2016) 381.

trouvent aussi améliorées et l'UE pourra tirer parti des potentialités offertes par les réfugiés et leur famille ainsi que de leur forte motivation pour devenir des membres actifs de la société.

Une augmentation des salaires réels, engendrée par une productivité accrue, est essentielle pour réduire les inégalités et garantir un niveau de vie élevé. Une évolution plus dynamique des salaires, si elle se traduit par une demande intérieure plus forte, soutiendrait également l'expansion économique actuelle.

Protection et inclusion sociales pour lutter contre les inégalités et la pauvreté

Les systèmes de protection sociale devraient apporter une aide aux revenus adéquate et ciblée, encourager la participation au marché du travail et garantir un accès égal aux services de qualité. Combattre les inégalités, y compris à travers la conception des systèmes nationaux d'imposition et de prestations sociales, devrait constituer une priorité. Les effets redistributifs des réformes doivent être pris en compte lors de l'élaboration et de la mise en œuvre de politiques structurelles. Les États membres devraient fournir aux chômeurs les prestations adéquates pendant un délai raisonnable qui ne les dissuade pas de travailler. Dans certains États membres, il est nécessaire de développer des systèmes d'imposition et de prestations sociales plus progressifs, qui sont généralement plus universels et davantage modulés en fonction du niveau de revenus, le cas échéant. Les systèmes de protection sociale devraient garantir le droit à des prestations de revenu minimum pour les personnes ne disposant pas de ressources suffisantes et promouvoir l'inclusion sociale en les encourageant tous à participer au marché du travail et à la société.

Les politiques liées à la protection sociale et au marché du travail doivent aussi s'adapter à l'évolution de l'emploi et à la plus grande mobilité du travail. Plus de la moitié des travailleurs indépendants en Europe ne peuvent bénéficier d'allocations de chômage. Les systèmes de protection sociale devraient s'adapter aux nouveaux modes de travail et faire en sorte que les droits soient transférables d'un emploi à l'autre, qu'il soit plus facile de cumuler les contributions provenant de plusieurs emplois et que les transitions entre les emplois soient garanties.

Les États membres devraient garantir la viabilité et l'adéquation des systèmes de retraite pour tous. Pour ce faire, il convient de garantir des chances égales à tous les travailleurs, y compris aux indépendants, pour ce qui est de l'acquisition des droits à la pension, y compris sous forme de régimes complémentaires. La plupart des États membres ont réformé leurs systèmes de retraite mais des efforts supplémentaires sont nécessaires pour compléter les réformes promulguées. Des politiques d'accompagnement devraient être adoptées pour veiller à ce que les réformes ne soient pas abandonnées. Il est possible d'augmenter les revenus de retraite prolongeant la durée de vie active, en liant l'âge de la retraite à l'espérance de vie, en évitant une sortie précoce du marché du travail et en soutenant d'autres sources complémentaires de revenus de retraite. Les États membres devraient mettre en place des mesures visant à garantir la viabilité des systèmes publics de retraite, même dans des circonstances défavorables.

Les réformes des systèmes de soins de santé et de soins de longue durée doivent être menées dans le souci d'améliorer leur rapport coût-efficacité, de garantir leur viabilité budgétaire et d'assurer un accès abordable et de qualité. Les dépenses en matière de soins de santé et de soins de longue durée devraient augmenter compte tenu du vieillissement de la population et des facteurs de coût non démographiques comme les progrès technologiques en matière de traitements et de produits pharmaceutiques. Des mesures sont donc nécessaires pour permettre à la population de rester plus longtemps en bonne santé, en améliorant le

rapport coût-efficacité des systèmes de santé et des soins de longue durée et en garantissant un accès en temps utile à des soins de santé préventifs et curatifs de qualité et abordables.

Innovation et compétitivité

Concevoir les marchés de produits et de services de l'avenir

De nouvelles technologies de production et de nouveaux services transforment l'industrie européenne et sa capacité de croissance et de concurrence au niveau mondial.

Ces technologies et ces services créent des emplois et génèrent plus de productivité et de valeur pour les consommateurs, ce dont profite toute l'économie. L'avenir de l'industrie européenne dépend de sa capacité à s'adapter et à innover en investissant dans de nouvelles technologies et en s'engageant sur la voie de la numérisation et de la décarbonation. Sa compétitivité dépendra de sa capacité à tendre vers une plus grande durabilité et une utilisation plus efficace des ressources ainsi que de sa capacité à exploiter les avantages des technologies numériques. Le monde de l'entreprise doit, dans son ensemble, rendre possible l'innovation et soutenir la création d'emplois.

Des réformes structurelles qui renforcent les marchés du travail et des produits et qui soutiennent l'innovation sont essentielles pour améliorer la compétitivité et la résistance des économies de l'UE. Des marchés du travail et des produits performants permettent de procéder à des ajustements en adaptant les prix progressivement et encouragent une compétitivité mue par l'innovation, ce qui a des effets positifs sur la croissance à long terme et les résultats dans le domaine social.

Une attention particulière doit être accordée à la diffusion des nouvelles technologies parmi les petites et moyennes entreprises. Les difficultés qu'elles connaissent pour intégrer les nouvelles technologies et accéder à des capitaux frais sont plus criantes dans une économie mondialisée et axée sur la technologie. Les États membres peuvent jouer un rôle en garantissant une administration publique plus efficace, un meilleur environnement pour les entreprises, des politiques prospectives sur les compétences, la mobilité de la main-d'œuvre et le développement régional et en responsabilisant les consommateurs. En outre, les conditions nécessaires à la consolidation et au développement des jeunes pousses sont essentielles pour le renouvellement de la base de production de l'UE dans le contexte du redressement économique.

Les services aux entreprises deviennent de plus en plus importants pour la compétitivité de ces dernières. Ces services sont de plus en plus demandés et ils constituent une part grandissante de la valeur ajoutée incluse dans les produits manufacturés. L'ouverture des services aux entreprises à une concurrence accrue profiterait à l'ensemble de l'économie de l'UE, étant donné que les secteurs manufacturiers faisant appel à une part plus élevée de services aux entreprises sont plus performants en termes de croissance de la productivité que d'autres secteurs manufacturiers.

Une concurrence accrue dans les services de distribution permettrait aux consommateurs de bénéficier davantage de l'innovation et des nouvelles technologies. Des services de vente au détail concurrentiels devraient permettre aux consommateurs de profiter davantage de la numérisation, de disposer de chaînes de valeur plus efficaces, d'avoir un choix plus large et de payer des prix plus bas. Une application correcte des droits des consommateurs et de la législation sur la sécurité des produits contribuerait à concrétiser ces avantages.

Réduire encore les restrictions dans les marchés des services améliorerait la productivité et la compétitivité et permettrait de créer des emplois. Le secteur de services reste

confronté à des obstacles réglementaires et administratifs. Dans les services aux entreprises, la construction, l'immobilier et le tourisme, les États membres appliquent encore des exigences disproportionnées pour réserver des activités, imposent des conditions strictes aux formes d'entreprises et aux structures actionnariales ou ont des exigences complexes en matière d'autorisation. Réduire les restrictions sur les marchés des services, y compris pour les modèles collaboratifs, générerait une concurrence plus forte, une productivité plus élevée, des services meilleur marché et un choix plus large pour les consommateurs et davantage d'emplois, notamment pour les jeunes professionnels qualifiés.

Le marché intérieur de l'UE constitue, pour les sociétés européennes, un tremplin pour se développer au niveau mondial. Les taux les plus élevés de création d'emplois sont observés dans les technologies de l'information et la communication, les services administratifs et d'appui, ainsi que dans les professions libérales et les activités scientifiques et techniques. Parmi les nouveaux emplois créés, 85 % le sont dans de petites et moyennes entreprises. La défense est également un secteur dans lequel un véritable marché unique peut faire la différence de manière rapide et tangible. Il convient pour ce faire d'encourager la concurrence industrielle et de promouvoir la croissance de la productivité, un accès transfrontière et une collaboration entre PME tout le long de la chaîne de valeur, la spécialisation, les économies d'échelle pour les fournisseurs, une capacité de production optimisée, une diminution des coûts de production et la sécurité d'approvisionnement.

4. DES POLITIQUES BUDGETAIRES RESPONSABLES POUR SOUTENIR LA VIABILITE ET LA CONVERGENCE

Une politique budgétaire adaptée aux particularités du pays

Après les efforts conséquents d'ajustement budgétaire consentis durant la crise, l'amélioration de l'état des finances publiques a encore été renforcée par la reprise. Toutefois, il n'a pas encore été remédié aux taux d'endettement élevés persistant dans plusieurs États membres. Les États membres concernés risquent d'être confrontés à des coûts de financement plus élevés une fois que la politique monétaire accommodante sera réduite, en particulier dans la zone euro. Ces coûts de financement plus élevés exigeraient des efforts budgétaires supplémentaires pour freiner une augmentation des ratios d'endettement. Il est temps d'agir pour éviter des coûts de financement de la dette encore plus élevés à l'avenir et pour constituer des réserves budgétaires afin d'aider nos économies à mieux faire face aux chocs et à créer des marges pour des investissements accrus. Le cadre de gouvernance économique de l'UE fournit des règles claires aux États membres, tout en prévoyant de la flexibilité lorsque celle-ci est nécessaire et justifiée.

La politique budgétaire doit être adaptée aux particularités du pays. Elle doit respecter le pacte de stabilité et de croissance et tenir compte de la nécessité de stabilisation et de viabilité. Pour les États membres qui courent des risques en matière de viabilité, l'assainissement progressif opéré conformément aux règles budgétaires de l'UE devrait viser une orientation budgétaire qui, à la fois, consolide la reprise en cours et garantit la viabilité des finances publiques. Une attention particulière doit être accordée à la composition des dépenses et des recettes. Les États membres disposant d'une marge de manœuvre budgétaire pourraient en profiter pour dynamiser la croissance potentielle et la demande intérieure, notamment par les investissements.

Étant donné que les prévisions d'inflation sous-jacente resteront basses, une croissance plus élevée est possible sans provoquer de pressions inflationnistes. En outre, le solde

extérieur largement positif de la zone euro indique qu'il reste possible de développer encore l'investissement privé et la consommation. Compte tenu des bas coûts de financement, il est également intéressant pour les pouvoirs publics d'avancer des programmes d'investissement grâce à de nouveaux emprunts, surtout si les investissements publics sont à un niveau historiquement bas et que des besoins ont été recensés.

Dans ce contexte, il conviendrait d'adopter une orientation budgétaire globalement neutre pour l'ensemble de la zone euro en 2018. La situation économique devrait encore s'améliorer, ce qui plaiderait en faveur d'une réduction de la dette publique et permettrait de reconstituer des réserves budgétaires, en particulier dans les pays très endettés. Toutefois, pour consolider le potentiel de croissance des économies de la zone euro, les investissements publics doivent être protégés et même augmentés dans certains États membres.

Une fiscalité plus efficiente et plus juste et des dépenses publiques de meilleure qualité

Améliorer la qualité des finances publiques, en particulier leur composition et l'utilisation des marchés publics, est essentiel pour garantir l'efficacité des dépenses publiques. Les réformes de l'administration publique peuvent permettre de réaliser des économies de coûts rapides et importantes. L'adaptation à un environnement en mutation peut nécessiter une transformation fondamentale du rôle, de la finalité, de l'organisation et de la prestation de services. Le paquet de l'UE sur les marchés publics¹⁹ fixe des priorités claires afin de soutenir ces derniers dans la pratique et d'encourager les investissements dans l'UE. Il présente un mécanisme destiné aux grands projets d'infrastructure et une recommandation sur la professionnalisation des acheteurs publics. Des mesures doivent être prévues pour empêcher la corruption et les cas de collusion entre fournisseurs et pour lutter fermement contre les cas de marchés publics inéquitables.

Des systèmes fiscaux efficaces et équitables sont une partie intégrante de finances publiques viables. Une plus grande transparence et une efficacité accrue peuvent contribuer à restaurer la confiance du public dans les systèmes fiscaux et à améliorer le recouvrement des impôts. Des systèmes fiscaux justes et propices à la croissance peuvent réduire les inégalités et la pauvreté, stimuler l'emploi, soutenir les investissements privés et améliorer l'environnement des entreprises. Il est essentiel de garantir des conditions de concurrence équitables afin de s'attaquer au phénomène qui voit certaines multinationales mener des activités rentables au sein du marché unique tout en versant un impôt disproportionnellement bas. L'action de l'UE porte principalement sur l'adoption de mesures anti-abus juridiquement contraignantes, plus grande transparence fiscale et des initiatives concernant la réforme du système de TVA ainsi qu'une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS). La Commission a aussi lancé un nouveau programme pour une imposition juste et efficace de l'économie numérique. La lutte contre l'évasion et la fraude fiscales nécessite une approche coordonnée au travers d'initiatives de l'UE et de politiques nationales.

Des réexamens des dépenses ambitieux, complets et réguliers peuvent être utiles pour améliorer la qualité et la composition des dépenses publiques. Les réexamens des dépenses aident à appliquer ou à conserver des politiques budgétaires responsables et contribuent à une composition du budget plus favorable à la croissance en proposant un examen critique des tendances en matière de dépenses publiques et en dégagant des pistes plus intelligentes et plus efficaces pour dépenser l'argent des contribuables. Bien que ces initiatives soient plus répandues dans les États membres, il reste une marge considérable pour

¹⁹ COM(2017) 572.

améliorer la manière dont elles sont menées et, surtout, l'effet transformateur qu'elles peuvent avoir sur le volet «dépenses» des finances publiques.

Il est aussi important de se concentrer davantage sur la composition et l'efficacité des dépenses publiques pour obtenir de meilleurs résultats concernant les priorités d'action clés de l'UE. Ainsi, les États membres sont convenus de mieux coordonner leurs dépenses en matière de défense, ce qui permettrait aussi de réaliser des gains d'efficacité. La dispersion du système actuel nuit à l'interopérabilité des équipements de défense. Elle peut également conduire à un manque de préparation et de disponibilité opérationnelle des forces armées et à des déficits de capacités de défense.

5. ÉTAPES ULTÉRIEURES

Les États membres devraient tenir compte des priorités recensées par la Commission dans le présent examen annuel de la croissance lorsqu'ils mettent en œuvre leurs politiques et stratégies nationales afin de promouvoir la croissance, la création d'emplois et l'inclusion et la protection sociales, notamment dans la définition de leurs programmes nationaux de réforme. Ils devraient agir de la sorte tout en accélérant la mise en œuvre de leurs programmes de réforme, en utilisant pleinement les instruments d'action et de financement dont ils disposent au niveau de l'UE.

La Commission poursuivra le dialogue entamé avec les États membres dans le cadre du Semestre européen, afin de dégager une perception commune des difficultés les plus pressantes dans les rapports par pays à venir et d'identifier les domaines d'action prioritaire lors du prochain cycle de recommandations par pays. Les États membres devraient faire en sorte que les partenaires sociaux nationaux et les parlements nationaux participent pleinement au processus de réforme.

Pour les États membres de la zone euro, la recommandation au Conseil sur la politique économique de la zone euro énonce les domaines d'action spécifiques concernant l'ensemble des pays de la zone euro, afin de mettre en place une approche coordonnée et globale du développement ultérieur de la zone euro au profit de tous ses membres, que ce soit chaque pays pris individuellement ou l'ensemble de la zone.

La récente proclamation du socle européen des droits sociaux jette les bases de la consolidation d'une approche commune de la protection et du développement des droits sociaux dans toute l'Union, qui devrait se refléter dans les mesures mises en œuvre par tous les États membres. Au cours des prochaines semaines, la Commission complétera ce socle par un paquet de propositions de mesures sur l'approfondissement de l'union économique et monétaire, dans le but d'établir les bases solides sur lesquelles la prospérité future de l'Europe pourra se développer.